

Bulletin mensuel sur le marché du travail

Février 2010

Numéro 2 Volume 7

LES RÉPERCUSSIONS FINANCIÈRES DES PRÊTS ÉTUDIANTS¹

Ce mois-ci

Parallèlement à la hausse des frais de scolarité, un nombre plus élevé d'étudiants ont eu recours à un prêt étudiant pour pouvoir payer le coût de leurs études postsecondaires, et le niveau d'endettement a augmenté. Par conséquent, cela a eu une incidence sur la situation financière des étudiants après l'obtention de leur diplôme.

- Les répercussions financières des prêts étudiants

Selon la présente étude, fondée sur des données provenant de trois enquêtes différentes, bien plus de la moitié (57 %) de la promotion de 2005 avait un prêt étudiant, en hausse par rapport aux 49 % observés 10 ans plus tôt. La dette moyenne d'études au moment de l'obtention du diplôme s'est accrue, passant de 15 200 \$ à 18 800 \$ au cours de la même décennie. De plus, la proportion d'emprunteurs qui devaient au moins 25 000 \$ au moment de l'obtention de leur diplôme est passée de 17 % en 1995 à 27 % en 2005.

- Principales statistiques de la population active
- Le rapport de l'industrie

Parmi les diplômés postsecondaires, les emprunteurs ne différaient pas de façon significative des non-emprunteurs au chapitre du taux d'emploi, du revenu personnel total et de la probabilité d'avoir un régime de pension agréé. Toutefois, les emprunteurs avaient une probabilité nettement plus faible d'avoir de l'épargne et des placements que les non-emprunteurs. L'analyse montre que chez les diplômés postsecondaires âgés de 20 à 45 ans en 2007, 42 % de ceux qui avaient emprunté pour payer leurs études avaient des économies et des placements, comparativement à 52 % des autres diplômés postsecondaires, toutes choses égales par ailleurs.

Les emprunteurs ayant fait des études postsecondaires étaient moins susceptibles d'être propriétaires de leur domicile, et lorsqu'ils l'étaient, ils étaient légèrement plus susceptibles d'avoir une hypothèque que les non-emprunteurs ayant fait de telles études. D'après les données de l'Enquête sur la sécurité financière de 2005 relatives à un groupe de diplômés postsecondaires âgés de 20 à 29 ans, les dettes personnelles totales moyennes étaient similaires chez ceux qui avaient un prêt étudiant et ceux qui n'en avaient pas. Cependant, les diplômés postsecondaires qui avaient un prêt étudiant avaient en moyenne un actif moins élevé, et, par conséquent, une valeur nette plus faible que ceux qui n'avaient pas de prêt étudiant.

Les résultats laissent entendre que, même si la dette d'études se répercute sur la situation financière des personnes après l'obtention de leur diplôme, le rendement de la scolarité sur le marché du travail chez les emprunteurs qui terminent leurs études postsecondaires était comparable à celui des non-emprunteurs. De plus, les deux groupes de diplômés connaissaient de bien meilleurs résultats sur le marché du travail que ceux moins scolarisés, y compris ceux ayant fait des études postsecondaires partielles.

Nota : Cette étude, publiée dans le numéro de janvier 2010 de L'emploi et le revenu en perspective, porte sur la situation financière des diplômés postsecondaires qui ont emprunté pour payer leurs études, comparativement à celle de leurs homologues qui ne l'ont pas fait. Elle traite aussi d'autres caractéristiques comme le revenu personnel, l'épargne et les placements, l'existence d'un régime de pension, l'accession à la propriété résidentielle, l'actif, la dette et la valeur nette des étudiants emprunteurs. Elle repose sur les données les plus récentes provenant de l'Enquête nationale auprès des diplômés (promotion de 2005), de l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu (2002 à 2007) et de l'Enquête sur la sécurité financière (2005).

L'article «Les répercussions financières des prêts étudiants» est maintenant offert dans le numéro en ligne de janvier 2010 de la publication L'emploi et le revenu en perspective, vol. 11, no 1 (75-001-X, gratuite), laquelle est accessible à partir du module Publications du site Web de Statistique Canada, sous l'onglet Ressource clé.

¹ Statistique Canada (<http://www.statcan.gc.ca/dai-quo/index-fra.htm>), Le Quotidien, le 29 janvier 2010.

Bulletin mensuel sur le marché du travail

Février 2010

Numéro 2 Volume 7

STATISTIQUES CLÉES DU MARCHÉ DU TRAVAIL POUR LE N.-B. (Source: Statistique Canada, EPA, Moyennes annuelles)

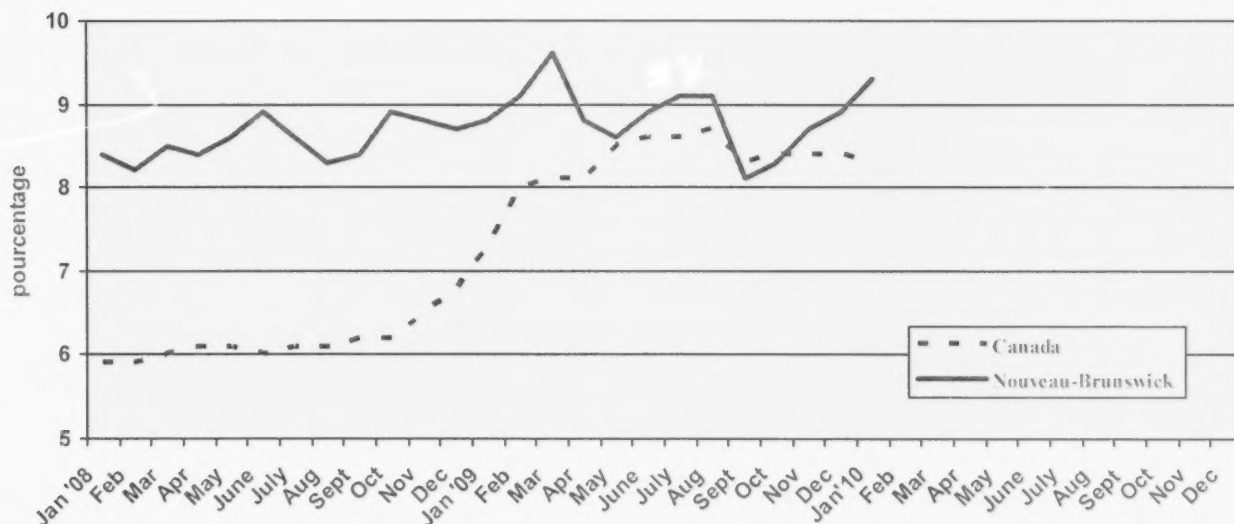
Nouveau-Brunswick	CDA*	Janvier '10	Décembre '09	Janvier '09
Population active	401,700	401,700	401,200	403,300
Emploi	364,500	364,500	365,400	367,900
Chômage	37,200	37,200	35,800	35,400
Taux de chômage	9.3%	9.3%	8.9%	8.8%
Taux de participation	64.5%	64.5%	64.4%	65.0%
Taux d'emploi	58.5%	58.5%	58.7%	59.3%

* CDA = cumul de l'année

COMPARAISON ENTRE LE CANADA ET LE NOUVEAU-BRUNSWICK

Au mois de janvier, le taux de chômage au Canada était de 8,3%, 0,1 point de pourcentage de plus bas par rapport au mois précédent, mais 1,0 point de pourcentage plus élevé par rapport au mois de janvier 2009. Le taux de chômage de 9,3% au Nouveau-Brunswick était de 0,4 point de pourcentage plus haut par rapport au mois précédent, et 0,5 point de pourcentage de plus haut par rapport au mois de janvier 2009.

TAUX DE CHÔMAGE AU NOUVEAU-BRUNSWICK ET AU CANADA



Source: Statistique Canada, EPA

Direction de l'analyse du marché du travail (DAMT) du ministère de l'Éducation postsecondaire, de la Formation et du Travail
C.P. 6000, 470, rue York, Fredericton (Nouveau-Brunswick) E3B 5H1
Téléphone : 506-457-4859 Télécopieur : 506-453-3780
<http://www.gnb.ca/travail>

Bulletin mensuel sur le marché du travail

Février 2010

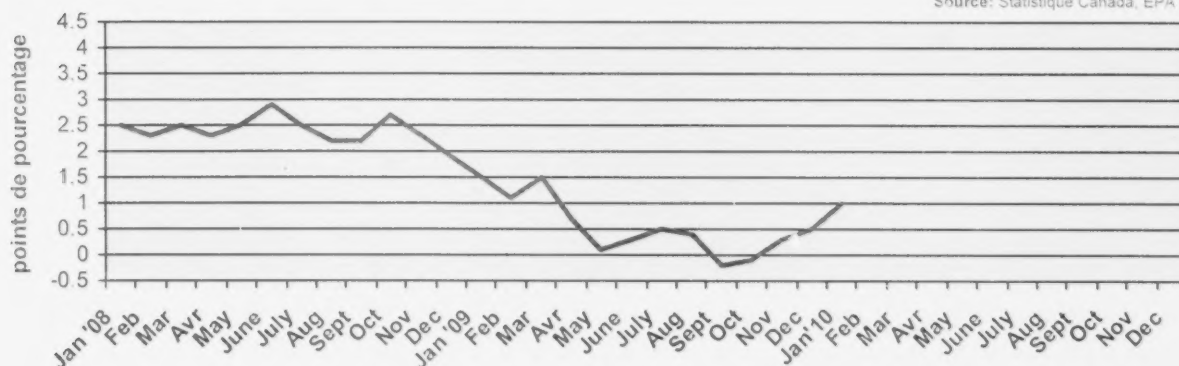
Numéro 2 Volume 7

COMPARAISON ENTRE LE CANADA ET LE NOUVEAU-BRUNSWICK (suite)

L'écart entre le taux national et le taux provincial était de 1,0 point de pourcentage au mois de janvier.

DIFFÉRENCE DANS LE TAUX DE CHÔMAGE AU NOUVEAU-BRUNSWICK ET AU CANADA

Source: Statistique Canada, EPA

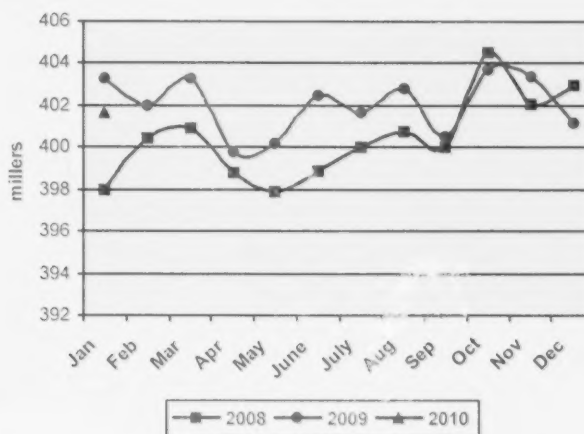


POPULATION ACTIVE

La population active du Nouveau-Brunswick se situait à 401 700 en janvier. Ceci représente une augmentation de 500 par rapport au mois précédent, mais une diminution de 1 600 par rapport à la même période en 2009.



TAILLE DE LA POPULATION ACTIVE



Source: Statistique Canada, EPA

Bulletin mensuel sur le marché du travail

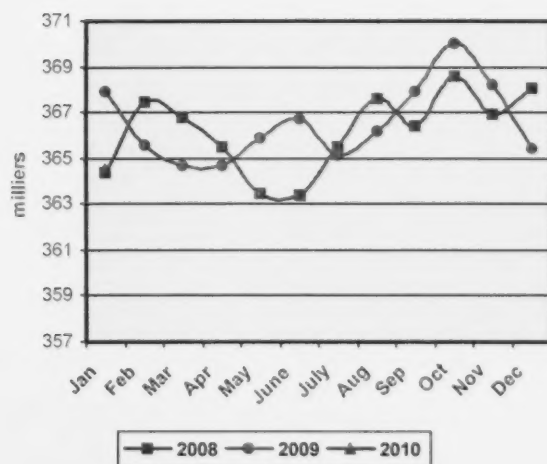
Février 2010

Numéro 2 Volume 7

EMPLOI

Il y avait 364 500 personnes qui occupaient un emploi en janvier. Ce nombre est 900 de moins par rapport au mois précédent et représente une diminution de 3 400 par rapport au mois de janvier 2009.

L'EMPLOI AU NOUVEAU-BRUNSWICK



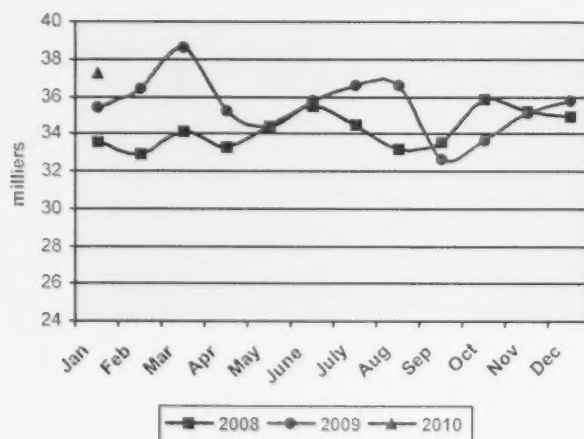
Source: Statistique Canada, EPA



CHÔMAGE

Il y avait 37 200 personnes au chômage et qui se cherchaient un emploi en janvier. Ce nombre représente une augmentation de 1 400 par rapport au mois précédent, et une augmentation de 1 800 par rapport au mois de janvier 2009.

CHÔMAGE AU NOUVEAU-BRUNSWICK



Source: Statistique Canada, EPA

Direction de l'analyse du marché du travail (DAMT) du ministère de l'Éducation postsecondaire, de la Formation et du Travail
C.P. 6000, 470, rue York, Fredericton (Nouveau-Brunswick) E3B 5H1
Téléphone : 506-457-4859 Télécopieur : 506-453-3780
<http://www.gnb.ca/travail>

Bulletin mensuel sur le marché du travail

Février 2010

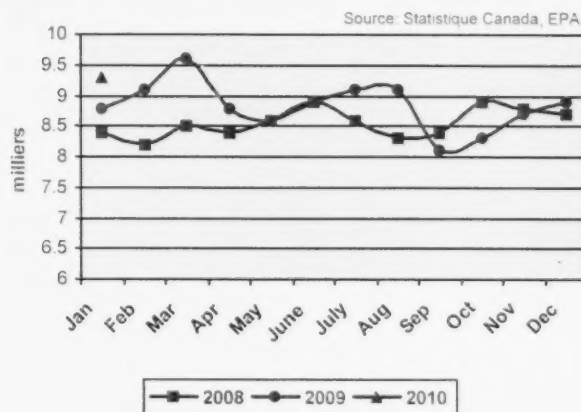
Numéro 2 Volume 7

LE TAUX DE CHÔMAGE

Le taux de chômage de 9,3% en janvier au Nouveau Brunswick était de 0,4 point de pourcentage plus haut par rapport au moins précédent et 0,5 point de pourcentage de plus haut par rapport à la même période en 2009.



LE TAUX DE CHÔMAGE AU NOUVEAU-BRUNSWICK



LES RÉGIONS ÉCONOMIQUES

Statistiques Canada émet les statistiques sur la population active pour les régions économiques* sous forme de moyennes mobiles de trois mois de données réelles (et non de données désaisonnalisées)

RÉGIONS ÉCONOMIQUES						
janvier '10	Nord-Est		Sud-Est		Sud-Ouest	
Population active	73,300		109,800		93,800	
Emploi	62,200		102,900		85,800	
Chômage	11,100		7,000		8,000	
Taux de chômage	15,1%		6,4%		8,5%	
Taux de participation	54,4%		65,0%		65,1%	
Régions économiques	CDA		janvier '10		janvier '09	
	Emp.	UR	Emp.	UR	Emp.	UR
Nord-Est	62,200	15,1%	62,200	15,1%	60,700	17,0%
Sud-Est	102,900	6,4%	102,900	6,4%	105,400	6,4%
Sud-Ouest	85,800	8,5%	85,800	8,5%	88,500	6,3%
Centre	68,500	7,2%	68,500	7,2%	65,900	6,4%
Nord-Ouest	38,500	10,0%	38,500	10,0%	39,100	10,1%

Si on compare le mois de janvier 2010 au mois de janvier 2009, l'emploi a augmenté dans les régions économiques du Centre (+2 600) et Nord-Est (+1 500) tandis qu'il a diminué dans les régions économiques du Sud-Ouest (-2 700); Sud-Est (-2 500) et Nord-Ouest (-600) de la province.

Bulletin mensuel sur le marché du travail

Février 2010

Numéro 2 Volume 7

LE RAPPORT DE L'INDUSTRIE

La croissance de l'emploi sur une base annuelle a été la plus marquée dans les secteurs suivants* :

Information, culture et loisirs (18,7 %) – En janvier 2010, environ 12 700 personnes occupaient un emploi dans ce secteur. Cela représente 2 400 personnes de moins qu'en septembre 1999 (le mois ayant le niveau record dans ce secteur). Il s'agit du 8^e mois consécutif où le taux d'emploi mensuel enregistré était plus élevé que celui du même mois de l'année précédente. Durant les 24 derniers mois, il y a eu une forte croissance de l'emploi sur une base annuelle pendant seulement 12 de ces mois (mais considérant que la croissance a été enregistrée durant les 8 derniers mois, tout porte à croire que le secteur est sur une voie plus positive). Cette année (depuis le début de l'année), le taux de croissance de l'emploi a été de 18,7 % supérieur à celui de la

nuelle pendant seulement 8 de ces mois (mais cette croissance a été enregistrée durant les 9 derniers mois, laissant croire que le secteur est sur une voie plus positive). Cette année (depuis le début de l'année), le taux de croissance de l'emploi a été de 13,6 % supérieur à celui de la même période en 2009 (en un mois seulement).

Fabrication (6,1 %) – En janvier 2010, environ 34 600 personnes occupaient un emploi dans ce secteur. Cela représente 9 000 personnes de moins qu'en janvier 2004 (le mois ayant le niveau record dans ce secteur). Il s'agit seulement du 2^e mois consécutif où le taux d'emploi mensuel enregistré était plus élevé que celui du même mois de l'année précédente. Durant les 24 derniers mois, il y a eu une croissance de l'emploi sur une base annuelle pendant seulement 6 de ces mois (dont 3 en 2008). Cette année (depuis le début de l'année), le taux de croissance de l'emploi a été de 6,1 % supérieur à celui de la même période en 2009 (en un mois seulement).

*Comprend les trois secteurs à plus forte croissance, ainsi que tous les secteurs ayant enregistré une croissance de l'emploi égale ou supérieure à 10 % (sur une base annuelle).

L'emploi a été plus faible sur une base annuelle dans les secteurs suivants** :

Services professionnels, scientifiques et techniques (-17,3 %) – En janvier 2010, environ 14 800 personnes occupaient un emploi dans ce secteur. Cela représente 3 900 personnes de moins qu'en mars 2008 (le mois ayant le niveau record dans ce secteur). Il s'agit du 4^e mois consécutif que ce secteur a enregistré une baisse d'emploi sur une base annuelle. Durant les 24 derniers mois, ce secteur a enregistré 14 fois des gains d'emplois sur une base annuelle (mais 8 de ces gains ont été enregistrés durant les 8 premiers mois de cette période). Cette année (depuis le début de l'année), le taux de croissance de l'emploi a diminué de 17,3 % par rapport à celui de la même période en 2009 (en un mois seulement).

Agriculture (-15,8 %) – En janvier 2010, environ 6 400 personnes occupaient un emploi dans ce secteur. Cela représente 2 400 employés de moins qu'en septembre 1992 (le mois ayant le niveau record dans ce secteur). Il s'agit seulement du 2^e mois consécutif où le taux d'emploi mensuel en-



même période en 2009 (en un mois seulement).

Autres services (13,6 %) – En janvier 2010, approximativement 17 500 personnes avaient un emploi dans ce secteur. Cela représente 2 400 personnes de moins qu'en avril 2006 (le mois ayant le niveau record dans ce secteur). Il s'agit du 6^e mois consécutif durant lequel le taux d'emploi mensuel enregistré était plus élevé que ou égal à celui enregistré pour le même mois de l'an dernier. Durant les 24 derniers mois, il y a eu une croissance de l'emploi sur une base an-

Bulletin mensuel sur le marché du travail

Février 2010

Numéro 2 Volume 7

LE RAPPORT DE L'INDUSTRIE (suite)

registré était moins élevé que celui du même mois de l'année précédente. Durant les 24 derniers mois, il y a eu une forte croissance de l'emploi sur une base annuelle pendant 16 de ces mois. Cette année (depuis le début de l'année), le taux de croissance de l'emploi a diminué de 15,8 % par rapport à celui de la même période en 2009 (en un mois seulement).

Services d'utilité publique (-13,5 %) – En janvier 2010, approximativement 4 500 personnes avaient un emploi dans ce secteur. Cela représente 900 personnes de moins qu'en juillet et novembre 2008 (les mois ayant le niveau record dans ce secteur). Il s'agit du 10^e mois consécutif où le taux d'emploi mensuel enregistré était plus faible que celui du même mois de l'année précédente. Durant les 24 derniers mois, il y a eu croissance de l'emploi sur une base annuelle pendant 14 de ces mois (tous pendant les 14 premiers mois de cette période). Cette année (depuis le début de l'année), le taux de croissance de l'emploi a diminué de 13,5 % par rapport à celui de la même période en 2009 (en un mois seulement).

** Cela inclut les 3 pires secteurs et tous les secteurs qui affichent une baisse de l'emploi équivalant à 10 % ou plus (durant les 12 derniers mois)



